

## ÉDITORIAL

## Davos, y être ou ne pas y être

Lorsque la richesse de 26 milliardaires dépasse le revenu de la moitié (pauvre) de l'humanité et que l'optimisation fiscale - restons polis - des plus fortunés devient un boulet pour les États en plus d'être un sujet de scandale partout dans le monde, éviter de se montrer au Forum économique mondial (WEF) de Davos n'est sans doute pas une mauvaise idée.

Retenu à Paris par un agenda « surchargé » et coloré de jaune, Emmanuel Macron n'en est pas. Coincée par son impossible Brexit, Theresa May reste à Londres. Et Donald Trump, que le creusement des inégalités dans le monde n'empêche pourtant pas de dormir et qui aurait les moyens de mettre fin à l'impasse budgétaire qui le retient à Washington depuis un mois, a annulé son voyage dans la station huppée des Alpes suisses où il fit pourtant un tabac l'an dernier.



Christophe Lucet

**Macron, May, Trump, sèchent le sommet annuel des décideurs alors que le creusement des inégalités atteint un niveau stratosphérique.**

Dans ses vœux aux Français, Macron avait lâché que « l'ère du capitalisme ultralibéral et financier » touchait à sa fin. Autant dire qu'en pleine crise sociale, sa présence à Davos eût été mal perçue même si le Forum affiche toujours son credo multilatéral de « rendre le monde meilleur », et la volonté de se soucier - il était temps - des perdants de la mondialisation.

En même temps, peut-on dire, le président n'a pas renoncé à convier à Versailles le gratin du patronat mondial en route vers Davos pour vanter l'attractivité de la mai-

son France. Difficile de reprocher à Macron de tenir cette fois son agenda : n'est-il pas question de vérifier les promesses d'investissements faites en 2018, et de mettre en avant les atouts d'un pays qui ne se résume pas à Paris, sa région, et à ses métropoles les plus dynamiques ?

Pourtant, cette opération « tapis rouge » n'est pas sans risque alors que la contestation de l'oligarchie économique et financière mondialisée bat son plein. Certes, Macron a opportunément demandé à son ministre de l'Économie d'annoncer le projet français de taxer les géants du numérique. Mais cantonnée à l'Hexagone à cause du blocage persistant de partenaires européens au sein de l'Union, cette taxe n'a pas encore de quoi effrayer les GAFAs, menacer leurs bénéfices ni le confort de leurs régimes d'imposition.

On le sait bien, la solution au fléau de l'évasion fiscale est mondiale. Et si Davos devait servir à quelque chose, ce serait de convaincre les acteurs d'un capitalisme dérégulé de reprendre leurs esprits. Et d'agir pour inverser la mortifère spirale du creusement des inégalités qui a conduit le système économique dans l'impasse en plus de pénaliser des milliards d'humains.

## ÇA VA FAIRE DU BRUIT

« Bébés OGM ». Une deuxième femme est enceinte à la suite de l'expérimentation du chercheur chinois qui prétend avoir créé les premiers « bébés génétiquement modifiés », ont confirmé les autorités chinoises citées hier par l'agence Chine nouvelle, ajoutant que le scientifique serait visé par une enquête policière.



« Si aujourd'hui il y a des gens qui partent, c'est parce que certains pays européens, la France en tête, n'ont jamais cessé de coloniser des dizaines de pays africains. »

Luigi Di Maio, vice-président du Conseil italien. L'ambassadrice d'Italie en France est convoquée au Quai d'Orsay.

## 6

Le nombre de touristes internationaux dans le monde a progressé de 6 % en 2018 pour atteindre 1,4 milliard, selon une estimation de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) publiée.

## SUD OUEST.fr

Météo : neige épaisse et grosses vagues attendues sur le Sud-Ouest à partir d'aujourd'hui.

## Le coup de crayon de Large et Urs



## ENTRETIEN

## « Pour une culture commune entre Français et Allemands »

**FRANCE-ALLEMAGNE** Directeur de la Fondation Genshagen à Berlin, Martin Koopmann analyse l'enjeu du traité d'Aix-la-Chapelle signé aujourd'hui

Emmanuel Macron et Angela Merkel signent ce mardi à Aix-la-Chapelle le traité franco-allemand qui fait suite à celui signé en 1963 entre le Général de Gaulle et le chancelier Adenauer pour la réconciliation franco-allemande. Martin Koopmann, qui dirige à Berlin la Fondation Genshagen pour la coopération franco-allemande en Europe et participe jeudi à Bordeaux au « 13<sup>e</sup> Dialogue franco-allemand », décrit la portée du traité.

« Sud Ouest » Quel est l'objectif de ce traité franco-allemand ?

**Martin Koopmann** Celui de 1963 scellait la réconciliation des deux peuples. Il visait aussi à assurer le contrôle de l'Allemagne via des échanges bilatéraux réguliers. Cette fois, il s'agit d'inscrire le lien franco-allemand dans le cadre européen : on réaffirme qu'il est une force motrice mais insuffisante ; et qu'il n'est légitime que s'il s'ouvre aux autres partenaires. Ce n'est pas nouveau mais l'écrire dans un traité est un symbole fort.

Il est signé 30 ans après la chute du Mur de Berlin. Tout sauf un hasard...

Non bien sûr. Ces trente ans ont assuré la réunification de l'Allemagne et assuré la réconciliation. Est-ce que cela veut dire que notre relation s'est approfondie ? Je serais prudent. Il nous a fallu une génération pour réaliser que l'Europe actuelle à 27, qui affronte tant de défis nouveaux (le numérique, la démographie, le Brexit...) n'est plus celle des années 1950. Le lien franco-allemand ne s'est pas affaibli, une nouvelle génération a pris l'habitude de se parler, les réseaux d'échange sont denses. Avons-nous pour autant



Martin Koopmann. PHOTO FONDATION GENSHAGEN

créé une culture commune ? Pas encore : sur la sécurité, la défense, la monnaie ou l'économie, ce n'est pas encore le cas.

Un traité peut-il y remédier ?

Non. Le meilleur traité n'est rien s'il n'est pas porté par la volonté politique. Le texte fait par exemple du

Le lien franco-allemand ne s'est pas affaibli, une nouvelle génération a pris l'habitude de se parler.

une défense commune quand nous partagerons des idées précises sur nos buts.

En Allemagne et plus encore en France, la question sociale resurgit. Le traité en tient-il compte ?

Je le crois. Il insiste sur le rôle du citoyen et la nécessité pour les gouvernants d'être à l'écoute. L'idée française de consultations citoyennes a été reprise en Allemagne, elle aussi confortée, avec la montée de l'AFD (extrême droite) à une forte contestation et à ce qui est ressenti comme une révolution du système politique. Le positif, c'est que les partis traditionnels sont obligés de prendre des positions claires. Et l'Allemagne a l'avantage de pouvoir en débattre à l'échelle des Länder qui ont beaucoup de pouvoirs tout en étant plus proches de la population. **Recueilli par Christophe Lucet**

(1) Le « 13<sup>e</sup> Dialogue franco-allemand de Bordeaux » a lieu jeudi 24 janvier de 15 heures à 19 heures au Goethe-Institut, 35 cours de Verdun à Bordeaux. Entrée libre.